

Communiqué de presse

SUR UN STAGE CONTROVERSÉ : RACISME ET QUESTION SOCIALE

Les enseignants du syndicat Sud-Education 93 ont pris l'initiative d'un stage de formation destiné aux enseignants du département consacré à la question du racisme dans l'Education nationale. Cette initiative a déclenché des réactions souvent critiques et la Ligue des droits de l'Homme a été sollicitée pour en débattre.

Que le racisme existe à l'école est un fait indéniable. On ne voit pas pourquoi elle serait à l'abri des tares qu'on trouve dans l'ensemble de la société :

- Le racisme impacte la population scolaire, parce que des jeunes et bien souvent les parents en sont les victimes, dans et hors de l'école, mais aussi parce que des élèves et les adultes, quelles que soient leurs origines, peuvent avoir eux-mêmes des comportements racistes ou xénophobes, contre lesquels il faut savoir lutter ; la LDH lutte contre toutes les formes de racisme et de ségrégation.
- Les enseignants ne sont pas épargnés par les dérives que connaît la population française et l'on sait que les idées du Front national ont progressé dans le milieu ; quels contre-feux mettre en place ?
- Et surtout il est vrai que le fonctionnement même de l'institution scolaire pose problème, si l'on considère de façon critique certains des contenus qui sont enseignés ou le résultat des processus d'orientation ; comment faire en sorte que l'avenir scolaire, professionnel et social des enfants d'immigrés, en particulier, ne soit pas presque joué d'avance et que l'école n'apparaisse plus ou apparaisse moins comme une machine à sélectionner en fonction des origines ethniques et/ou sociales ?

De ce triple point de vue, chercher à former les enseignants, dont beaucoup sont déjà conscients et actifs dans cette lutte, vouloir mieux les armer dans leur réflexion sur le racisme, sur leurs pratiques comme sur la logique du système apparaît comme une préoccupation légitime. Et ouvrir des créneaux pour permettre aux enseignants potentiellement victimes de ségrégation d'en débattre entre eux pour faciliter la prise de parole peut être positif.

Ceux qui se polarisent sur ce seul aspect voient l'arbre qui cache la forêt et feraient mieux de réfléchir sur la réalité du racisme dans l'institution scolaire.

Mais comme le prouvent les mécanismes de sélection, polariser la réflexion sur le « racisme d'Etat » et les victimes « racisées » laisse de côté des problématiques essentielles : l'universalité du racisme et de l'antiracisme, mais aussi la question sociale. En effet les discriminations raciales sont d'autant plus graves qu'elles sont surdéterminées, aggravées par les inégalités sociales, elles ne peuvent se penser sans prendre en compte simultanément les logiques de classe, les ségrégations sociales et urbaines, la pauvreté et l'exclusion.

On peut donc au final saluer l'initiative, mais regretter que les organisateurs aient une vue un peu univoque de la question posée, qu'ils aient insuffisamment diversifié leurs intervenants et fassent l'impasse sur les pratiques positives de nombre d'enseignants et de chefs d'établissement. On aurait pu enfin souhaiter que le programme proposé tienne davantage la promesse de son intitulé : « au croisement des oppressions ».